

Pourquoi le paradigme dominant de commerce numérique ne va pas fonctionner pour les femmes du Sud

Anita Gurumurthy et Nandini Chami, IT for Change

Avril 2019

Original en anglais: <https://itforchange.net/node/1635>

Recettes pour l'autonomisation des femmes dans la rhétorique dominante

Actuellement, les négociations commerciales globales et plurilatérales sont marquées par une lecture excessivement optimiste des promesses de la révolution numérique pour l'autonomisation économique des femmes. Le déploiement du potentiel de transformation des technologies numériques est vu comme une simple question de création des capacités des micro, petites et moyennes (MPME) entreprises tenues par des femmes à participer dans les chaînes globales de valeur – renforcer leur accès aux services numériques et financiers, au soutien en infrastructures et à l'encadrement – pour qu'elles puissent profiter des opportunités du marché numérique. Dans cette perspective, un paradigme commercial qui tient compte du genre est censé reposer sur des règles commerciales anti-protectionnistes. Parvenir à l'inclusivité de genre dépendrait de l'adoption indiscriminée par les gouvernements des pays en développement de la série suivante de propositions politiques pour un régime global d'e-commerce : a) réduction des taxes d'importation dans le commerce transfrontalier de marchandises numériques, b) interdiction permanente des droits de douane sur les transmissions électroniques, c) interdiction pour les sociétés transnationales numériques d'être soumises à des obligations de divulgation du code source/de l'algorithme, d) amélioration de l'accès au marché et du traitement national pour les fournisseurs de services numériques, e) adoption d'un régime de flux transfrontalier des données sans restrictions.

Analyse de genre de l'actuel modèle d'e-commerce

Il devient de plus en plus évident que l'enthousiasme excessif pour ces propositions est mal placé. En fait elles renforcent le même modèle de mondialisation débridée que les féministes critiquent depuis longtemps pour ses effets perniciox sur les femmes du Sud. Elles sont susceptibles de créer les impacts négatifs suivants.

Erosion de la base de revenu nécessaire à réécrire l'infrastructure des soins

Dans le Sud, la majorité des femmes travaille dans le secteur informel, sans contrats d'embauche, ni droits, ni même un salaire de subsistance. Dans ces circonstances, l'investissement public dans les services de soins (pour les enfants, les malades, les personnes âgées et les handicapés) devient non négociable pour alléger le triple fardeau des femmes. Ceci est possible seulement en renforçant la base de revenu fiscal. Les droits de douane sont une source très importante de revenu fiscal pour les pays en développement. Dans le marché transfrontalier d'e-commerce global, où la majorité des pays en développement sont dans la position d'importateurs nets, toute augmentation du seuil du *de minimis* ou une interdiction permanente des droits de douane sur les transmissions électroniques va contribuer à une perte significative des revenus douaniers et à l'érosion des ressources fiscales des pays en développement. Ceci va résulter directement dans une coupe des budgets de l'aide sociale et de la sécurité sociale et, comme l'a montré la recherche dans le monde entier, à déplacer le fardeau du travail de soin sur les femmes.

Empêcher les gouvernements de s'attaquer à la discrimination algorithmique à l'égard des femmes

Dans le marché de la plateforme des biens et services, les algorithmes mettent en relation les clients et les producteurs/fournisseurs de services, en récompensant les fournisseurs de haut niveau avec plus de visibilité tout en obscurcissant les autres. L'évidence suggère que les critères utilisés dans cette évaluation algorithmique finissent par exclure injustement et marginaliser les petites entreprises gérées par les femmes et les femmes travailleuses associées aux plateformes de services. Prenez l'algorithme « case achat » d'Amazon – la boîte blanche sur la droite de la page qui détaille le produit où Amazon suggère le vendeur par défaut d'une ligne particulière de produit. Comme 82% des ventes vont aux vendeurs par défaut poussés par la « case achat », gagner ce segment est vital pour la survie du business. Bien que l'algorithme lui-même soit fermé au public, certaines mesures du rendement des ventes sont reconnues comme étant essentielles : prix compétitifs, livraison gratuite, bas taux de défaut du produit, réactivité à la communication du client et niveaux de stockage du produit maintenu avec la plateforme. Si l'on considère que la majorité des entreprises dirigées par les femmes dans les pays en développement sont de petites entreprises avec un niveau de production bas, un potentiel de croissance limité, des marges limitées sur les prix et très peu de capacité à supporter les frais généraux liés aux stocks et au service à la clientèle, elles finissent par être désavantagées dans ces processus basés sur les scores des données. La recherche révèle aussi que les plateformes de travail domestique à la demande dans le Sud finissent par utiliser des critères démographiques discriminatoires comme le statut marital, la religion, la caste etc. dans leurs processus de mise en relation entre la demande et l'offre.

Des changements de direction sont possibles seulement par une surveillance publique et un audit de ces algorithmes et mesures pour instituer des critères de notation pour l'action affirmative, là où c'est nécessaire. En renonçant au droit d'exiger la divulgation des algorithmes/codes sources dans les négociations sur le commerce électronique, les pays en développement sont en train de renoncer ni plus ni moins à leur droit de réguler contre la discrimination injuste et en faveur de l'égalité de genre.

Une dérégulation qui ignore la restructuration numérique de l'agriculture

L'émergence de nouveaux modèles de faire du business sur la plateforme a conduit à une situation où la classification traditionnelle entre agriculture, manufacture et services est devenue floue. Par exemple, les modèles d'affaires de la ferme à la fourchette ont vu l'introduction de services liés aux données dans tous les aspects de la production agricole : des avis d'intrants, un suivi en temps réel des conditions agro-climatiques, des systèmes de gestion logistique couvrant toutes les étapes, de l'agrégation des produits et de la prévision des prix jusqu'à la livraison au dernier kilomètre des détaillants. La recherche entreprise par IT for Change en Afrique suggère qu'en rendant les pratiques agricoles des paysans plus lisibles pour les fournisseurs de services étrangers et les entreprises agricoles qui contrôlent les marchés des produits agricoles, ces modèles servent les intérêts des grands acteurs au lieu de servir les besoins de connaissances et d'augmentation de la productivité des petits paysans. Les modèles de la plateforme capturent l'agriculture locale en déplaçant les chaînes de valeur traditionnelles et en créant un environnement clos où les intrants, les crédits, les logistiques et les marchés sont contrôlés centralement. Ceci pourrait entraîner non seulement une perte d'autonomie locale, mais aussi une érosion des moyens de subsistance des agricultrices. Les pays en développement doivent mettre en place des mesures de politique dans ce contexte émergent pour protéger les moyens d'existence basés sur l'agriculture des femmes. Cependant, dans le paradigme commercial actuel, les pays en développement doivent affronter plusieurs dilemmes : comment les obligations d'accès au marché et de traitement national acceptées dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) devraient-elles être appliquées dans les modèles de la plateforme ? Quels engagements de libéralisation des services s'appliquent ? Les pays en développement devraient-ils être pénalisés juste parce que l'AGCS a été négocié à des périodes pré-numériques ? C'est logique que les engagements de libéralisation des services soient renégociés pour de nouveaux modèles d'affaires numériques. Mais des

pays puissants ont bloqué cette tentative et ils ont essayé d'amener une large dérégulation de secteurs clé en invoquant l'application de la « neutralité technologiques » aux engagements AGCS. Il faut s'y opposer fermement, sinon les pays du Sud n'auront pas de marge de manœuvre pour renverser l'intensification de la concentration économique et la distribution biaisée de la valeur dans l'émergence de l'économie de la plateforme.

Perte du droit de créer des biens publics numériques pour l'autonomisation économique des femmes

Des possibilités pour l'entrepreneuriat féminin et la participation économique dans l'économie numérique dépendent des nouveaux investissements dans l'industrialisation numérique. Les gouvernements doivent créer des biens publics basés sur les données et les plateformes - des ensembles de données publiques et de grands outils de données pour encourager les jeunes entreprises numériques locales, des marchés en ligne qui font la promotion des femmes productrices/ micro-entrepreneuses/artisanes/prestataires de services, et ainsi de suite. De même, ils doivent revitaliser et renforcer les services et institutions publics par des instruments numériques basés sur l'intelligence pour augmenter l'inclusion basée sur le genre et la qualité et efficacité de la portée. Ces deux types d'initiatives reposent sur l'édification d'un solide patrimoine public de données, en puisant non seulement dans les ensembles de données produits ou détenus par les organismes d'État, mais aussi par l'accès à des ensembles de données agrégées et dépersonnalisées détenues par des entreprises privées travaillant dans des secteurs différents. Sans le pouvoir d'instaurer une localisation des données obligatoire, les gouvernements des pays en développement vont être otages des plateformes numériques transnationales. Les entreprises numériques transnationales saisiront les précieuses ressources de données des systèmes et institutions de la société, tandis que les interventions gouvernementales dans l'intérêt public et en faveur de l'égalité des sexes seront entravées par le manque d'accès aux données produites dans leur juridiction. Si l'on pense que même dans le partenariat entre Deep Mind et le Service national de santé de Grande Bretagne ceci a été un problème, les pays en développement seraient bien avisés de pouvoir réagir rapidement aux implications réelles derrière la rhétorique de la libre circulation des données.

Quelle est la prochaine étape pour les gouvernements du Sud?

Les pays en développement doivent interpellier les gouvernements puissants sur leurs double standards : poursuivre leur chemin vers l'industrialisation numérique tout en refusant la requête des pays en développement de préserver l'espace politique national pour bénéficier des possibilités de l'ère numérique. Les ordonnances de se joindre au mouvement de commerce électronique piloté par de grandes entreprises numériques avec plus de mentorat, d'accès à l'infrastructure numérique et de financement pour les femmes n'auront probablement aucune incidence sur les exclusions systémiques qui empêchent les femmes de participer sur un pied d'égalité à l'économie. Cela peut tout au plus créer quelques bénéfices pour peu de femmes et au pire saboter les intérêts de la majorité des femmes. Les pays en développement doivent s'unir pour insister sur leur droit de réguler le commerce numérique, en rejetant la rhétorique politique dominante qui interdit la libéralisation sélective des droits de douane dans l'e-commerce transfrontalier, une obligation de publier/partager les algorithmes et les codes source, l'imposition de conditionnalités d'accès au marché et des exigences de présence locale aux multinationales numériques et l'introduction de mesures de localisation des données. Le déficit démocratique dans la création de règles de l'e-commerce et le faux-fuyant que devient l'autonomisation des femmes, en poussant les intérêts des entreprises puissantes et des pays riches, ne sont que les deux faces de la même médaille commerciale injuste. L'hyper-libéralisation du commerce numérique et sa codification dure dans des règles contraignantes par des processus multilatéraux/plurilatéraux peut être plus lourd et dévastateur pour les femmes du Sud que n'importe quel autre tour de globalisation commerciale. Les pays en développement doivent agir maintenant pour protéger et promouvoir la citoyenneté économique des femmes à l'ère des données.